

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1155/Add.9
26 juin 1974

FRANCAIS
ORIGINAL : ITALIEN

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente et unième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels
portant sur la période allant du 1er juillet 1969 au
30 juin 1973, qui ont été communiqués par les gouvernements
en application de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil
économique et social

SAINT-MARIN

[26 avril 1974]

A. DROIT AU TRAVAIL

6) Droit au repos, aux loisirs, à la limitation raisonnable de la durée
du travail et aux congés payés périodiques

Aux termes de la loi No 30 du 9 juin 1969, l'horaire de travail sur les chantiers de l'Etat a été ramené de 45 à 44 heures par semaine (9 heures par jour), le salaire demeurant le même.

2) Droit à des conditions de travail justes et favorables

La loi No 40 du 2 juillet 1969 contient des dispositions relatives à la prévention des accidents du travail et à l'hygiène du travail. Elle s'applique à toutes les activités exercées par les ouvriers et employés, y compris les agents de l'Etat. Elle prescrit une série de mesures de sécurité et impose aux employeurs, directeurs et surveillants l'obligation d'appliquer ces mesures, d'appeler l'attention des travailleurs sur les risques précis auxquels ils sont exposés, de les informer des normes essentielles de sécurité, d'ordonner à tous les travailleurs d'observer lesdites normes et d'utiliser les moyens mis à leur disposition à cet effet et d'exiger qu'ils se conforment à ces prescriptions.

- Une autre loi plus spécialisée (loi No 41 du 2 juillet 1969) porte sur la prévention des accidents du travail dans l'industrie du bâtiment.

- L'allocation de chômage-intempéries et l'indemnité journalière d'arrêt provisoire du travail des employés des chantiers de l'Etat et des travailleurs de l'industrie du bâtiment ont été augmentées (loi No 33 du 27 octobre 1972).

- La période d'absence au terme de laquelle l'employé, en cas d'incapacité due à un accident ou à une maladie, peut reprendre son activité a été allongée par la loi No 34 du 27 octobre 1972.

- Une nouvelle loi organique (loi No 41 du 22 décembre 1972) concernant les agents de l'Etat a été promulguée. Cette loi reconnaît et protège les droits visés aux points 4, 5, 6, 7 et 8.

- La loi de 1967, qui régit le plein emploi de la main-d'oeuvre, a été complétée par la loi No 17 du 20 mai 1973.

B. DROIT A LA SECURITE SOCIALE

- Deux représentants des travailleurs nommés par les organisations syndicales légalement reconnues sont désormais autorisés à siéger au Comité exécutif de l'Institut de la sécurité sociale, qui est rattaché au système de sécurité sociale actuellement en vigueur, lequel comporte un système obligatoire de prévoyance sociale (qui a été mis en place par la loi No 37 du 30 juin 1964).

- Aux termes de la loi No 31 du 3 août 1970, une échelle mobile a été instituée en faveur de tous les titulaires de pensions. Les catégories de pensionnés visées sont les suivantes :

- a) Les agents et salariés de l'Etat;
- b) Les exploitants agricoles, les métayers et les colons;
- c) Les pensionnés de l'Institut de la sécurité sociale;
- d) Les membres de professions libérales et les commerçants;
- e) Les mutilés et invalides civils.

- La loi No 14 du 16 avril 1971 prévoit la nomination d'une commission parlementaire chargée d'élaborer un projet de loi établissant une assurance en faveur des invalides de guerre. La loi No 15 du 30 mai 1972 prévoit l'octroi d'une indemnité de liquidation aux invalides de guerre.

- La loi No 16 du 30 mai 1972 modifie et complète la loi portant création de la Caisse d'allocations familiales.

/...

C. DROIT A UN NIVEAU DE VIE SUFFISANT

2) Droit à un logement suffisant

Aux termes de la loi No 25 du 22 mai 1969 destinée à favoriser l'augmentation du nombre des immeubles privés, l'Etat a autorisé l'ouverture d'un nouveau crédit (300 millions de lires) auprès d'un établissement bancaire de la République, destiné à l'octroi de prêts à un taux d'intérêt très bas pour la construction, la rénovation et l'amélioration d'immeubles résidentiels.

Les 300 millions de lires susmentionnés s'ajoutent aux 1 500 millions de lires déjà alloués en 1963, 1965, 1966 et 1967. A ces sommes, il convient également d'ajouter 250 millions de lires au titre du décret No 56 du 7 décembre 1970 et 500 millions de lires au titre de la loi No 3 du 17 janvier 1972.

- En vertu de la loi No 29 du 28 juin 1971 destinée à limiter et à alléger le coût du logement pour les travailleurs, l'Etat a établi un plan quadriennal de construction de logements sociaux (1971-1974) financé par des crédits annuels de 250 millions de lires.

5) Droit à la protection et à l'amélioration de l'environnement

Le décret No 19 du 23 juin 1972 indique les substances préjudiciables à la qualité de l'eau potable et interdit l'implantation d'industries polluantes dans le voisinage de zones déclarées d'utilité publique et destinées à la création et à la protection de bassins de captage d'eau potable.

D. DROIT A LA JOUISSANCE DU MEILLEUR ETAT DE SANTE PHYSIQUE ET MENTAL POSSIBLE

2) L'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle

La loi No 42 du 12 octobre 1970 modifie partiellement le règlement No 4 du 23 février 1962 relatif à la protection de la salubrité du lait et le décret No 12 du 26 avril 1966 portant création d'une zone blanche pour la consommation du lait.

En vertu de la loi susmentionnée, est interdite sur le territoire de la République la vente de tout lait qui ne proviendrait pas de la laiterie centrale de Saint-Marin, exception faite des laits spéciaux destinés aux nourrissons. La laiterie centrale de Saint-Marin est tenue de procéder, sous contrôle de l'Office de l'hygiène et de la santé, au ramassage, à la pasteurisation et à la distribution du lait sur l'ensemble du territoire de la République.

/...

- Les lois No 8 du 26 février 1971 et No 16 du 16 avril 1971 prévoient un plan national pour la prophylaxie de la brucellose et de la tuberculose des bovins et pour l'amélioration du bétail.

- La loi No 17 du 16 avril 1971 prévoit le versement d'une indemnité pour l'abattage des bovins atteints.

- En vertu de l'ordonnance gouvernementale No 1 du 31 janvier 1972 relative à la protection de la santé publique, il est interdit de fumer dans toutes les salles publiques de cinéma de la République.
